

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2025

PLUSIEURS MESURES DE JUSTICE POUR LIMITER LES FRAIS BANCAIRES INJUSTES -
(N° 1851)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CF7

présenté par
M. Labaronne

ARTICLE 3

Compléter l'alinéa 2 par les mots :

« pris après avis du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 3 de la présente proposition de loi vise à plafonner, par décret, l'ensemble des frais bancaires pour les personnes physiques n'agissant pas pour des besoins professionnels.

Afin de garantir la qualité, la légitimité et la sécurité juridique des textes réglementaires pris en application de cette disposition, il est proposé de subordonner l'édiction de ces décrets à l'avis préalable du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (CCLRF). Le CCLRF, dont le rôle est défini à l'article L. 614-2 du code monétaire et financier, est saisi pour avis par le ministre chargé de l'économie, de tout projet de texte normatif à portée générale (loi, ordonnance, décret, arrêté) dans les domaines bancaire, financier et des assurances.

Le présent amendement vise donc à compléter l'article 3 pour prévoir expressément que tout décret pris sur le fondement de cette habilitation réglementaire devra être précédé de l'avis du CCLRF.